

Maher Hanin La société de résistance ¹

Mohamed Slim BEN YOUSSEF

D'une grande érudition, *La société de résistance* de Maher Hanin est une invitation à penser l'effervescence politique « par le bas » dans la Tunisie post-2011. Proposant de multiples voies pour analyser les aspirations plurielles à la dignité et à la justice dans le pays, l'auteur inscrit son ouvrage dans une vocation à la fois théorique et militante.

بإمام نظري كبير، يعتبر «مجتمع المقاومة» لماهر حنين دعوة إلى التفكير في التراث السياسي «التحتي» في تونس. يسجل الكاتب نفسه في منحى 2011مابعد مزدوج، نظري ومناضل في ذات الوقت، مقترحاً خيارات نظرية متعددة لتدبر التطلعات العديدة للكرامة والحرية في هذا البلد.

A book of a high-level erudition, *La Société de résistance* of Maher Hanin is an invite to think the political tumult “from the bottom” in post-2011 Tunisia. It proposes a multiple way to analyze plural aspirations to dignity and justice in the country. The author puts his work in a vocation both theoretical and activist.

Le livre *La société de résistance* de Maher Hanin, paru en avril 2019 aux éditions Mots Passants avec

le soutien de la Fondation Rosa Luxembourg, se présente comme une entreprise indissociablement politique et intellectuelle. En effet, cette dernière livraison de l'auteur s'inscrit dans une trajectoire personnelle d'une richesse incontestable. Militant de l'Union générale des étudiants de Tunisie (UGET) à l'université dans les années 1980, puis du Parti Démocrate Progressiste sous le régime de Ben Ali et enfin du parti social-démocrate *Al-Massar* jusqu'à 2013, Maher Hanin est

autour de la gauche tunisienne *Nachaz*, il est également un des fondateur-trice-s de l'initiative électorale *Mouwatinoun* en 2018. Cet homme politique de gauche assume constamment la défense des idéaux altermondialiste et démocratique. Son livre, dont la présentation à l'IRMC prévue pour avril 2020 est reportée suite aux restrictions dues à l'épidémie de coronavirus, s'inscrit dans le grand débat sur la question démocratique et sociale en Tunisie. Par sa double vocation académique et citoyenne,



© youtube.com/watch?v=3z65kn2s8WY

également chercheur en sociologie et en philosophie politique et auteur de plusieurs articles d'opinion. Pionnier de plusieurs expériences associatives importantes, telles que le Forum tunisien pour les Droits économiques et sociaux et l'association de réflexion politique sur les enjeux contemporains

La société de résistance intéresse les chercheur-e-s et les citoyen-ne-s soucieux-ses de comprendre le paysage bigarré de la résistance politique et sociale qu'offre la Tunisie depuis 2011.

Dans les premières pages et la partie conclusive, l'auteur insiste sur le projet à la fois politique et

1. HANIN Maher, 2019, *La société de résistance*, Tunis, Mots Passants.

intellectuel de l'ouvrage. D'une tonalité résolument optimiste, il entend réhabiliter la révolution tunisienne face aux critiques de ses adversaires et à la lassitude des désenchanté-e-s « du chaos de la découverte de [la] pluralité » (*ibid.*, 286). Inscrivant le « moment 2011 » dans un horizon humaniste et universaliste, il fait l'éloge de cet océan de pratiques dissidentes dont le titre se présente à la fois comme le substantif politique et la catégorie analytique. Critiquant d'emblée les lectures culturalistes et conspirationnistes du soulèvement populaire tunisien de 2011, Hanin inscrit cet événement dans un moment nouveau où « le peuple », doté d'une capacité d'action, se construit comme sujet de l'Histoire. Attentif aux narrativités plurielles de la « société de résistance » que ce moment politique a rendu possibles, le livre plaide pour ce qui leur est commun : leurs potentialités démocratiques et leurs propriétés universalistes. Ces mouvements « horizontaux » et effervescents, libérés des tutelles idéologiques et des bureaucraties syndicalo-partisanes, pèsent, selon l'auteur, sur le changement social et politique, situés dans un horizon commun que l'auteur désigne comme un « humanisme nouveau » (*ibid.*, 29). Ainsi, tout l'argument du livre est de dessiner les contours de ce nouvel humanisme, tout en proposant des options théoriques afin d'en donner une direction politique générale.

Pour mener à bien cette mission, l'auteur organise son propos en six chapitres. Dans un premier temps, Hanin expose « les leçons élémentaires » de la première phase de transition politique qu'a connue le pays entre 2011 et 2014. Pointant l'émergence de l'utopie islamiste de l'État religieux (*ibid.*, 33) et le retour du refoulé bourguibiste qui l'a suivie durant cette séquence

(*ibid.*, 50), il souligne la manière dont la confrontation de ces deux courants a fini par accoucher d'une démocratie délibérative illustrée par l'expérience du dialogue national (*ibid.*, 70). Néanmoins, l'auteur ne fait pas fi de la vitalité démocratique non-institutionnelle dans la société civile (*ibid.*, 58) et dans la sphère plus dissidente d'une contestation politique protéiforme, portée par des jeunesses de gauche, anti-partisanes et anti-idéologiques (*ibid.*, 67).

Le livre traite ensuite de la consécration institutionnelle de la citoyenneté politique dans la Constitution de 2014. Dans ce court chapitre de 20 pages, Hanin distingue les trois plans de cette consécration dans la nouvelle norme suprême du pays : les droits individuels, les libertés fondamentales et l'égalité (*ibid.*, 96), les droits économiques et sociaux (*ibid.*, 104) et la démocratie locale (*ibid.*, 109). Néanmoins, cette citoyenneté juridique n'est que le fondement institutionnel de pratiques plurielles de la citoyenneté sur lesquelles l'auteur revient dans le troisième chapitre. Celui-ci illustre l'émergence de mouvements sociaux divers, portés par des acteurs ayant des propriétés sociales et des inscriptions sociopolitiques très différentes. Selon Hanin, ces dynamiques « émergentes », dont il retient le mouvement des chômeurs (*ibid.*, 122), les expressions culturelles marginales comme le hip-hop (*ibid.*, 136), l'expérience d'économie sociale et solidaire des oasis de Jemna (*ibid.*, 144) et le mouvement *Manich Msameh* (*ibid.*, 150), sont porteuses de nouveaux récits de la résistance et forment un ensemble de pratiques oppositionnelles aux élites au pouvoir.

Dans le quatrième chapitre, Hanin soutient que toutes ces dynamiques relèvent d'une

pratique horizontaliste de la dissidence. Libérées des bureaucraties partisanes et syndicales, ces nouvelles mobilisations interviennent dans un contexte tunisien changeant (*ibid.*, 167) et invitent à réfléchir sur leurs potentialités de « réseautage » et d'intégration (*ibid.*, 177). En prenant pour exemple l'expérience de la coordination nationale des mouvements sociaux, dont il est l'un des initiateurs, l'auteur plaide pour la rencontre horizontale des luttes sociales. Pour autant qu'elle se fonde sur un examen des cas, la réflexion livrée dans *La société de résistance* ne rechigne pas à tirer profit d'apports théoriques variés, issus notamment de la philosophie et de la sociologie politiques.

Dans le chapitre 5, Maher Hanin propose des pistes de réflexion susceptibles de fonder une action politique contemporaine ayant pour maître-mot l'émancipation sociale et politique. Faisant dialoguer les notions de liberté, de justice et de développement chez Amartya Sen (*ibid.*, 191), la notion de démocratie chez Jacques Rancière (*ibid.*, 201), celle de « populisme de gauche » chez Laclau et Mouffe (*ibid.*, 214) ainsi que les notions de reconnaissance chez Axel Honeth et d'espace public chez Nancy Fraser (*ibid.*, 219), l'auteur ouvre de possibles pistes de pensée pour saisir la réalité fluide de la résistance sociale et politique. Enfin, la réflexion développée par la suite amène à une série de propositions politiques fortes, constituant une « révolution imbriquée » dans le sixième chapitre. Touchant les trois principaux courants politiques de la Tunisie moderne, à savoir l'islamisme, le bourguibisme et le marxisme, la révolution que Maher Hanin appelle de ses vœux se traduit par trois dépassements, garants d'une construction

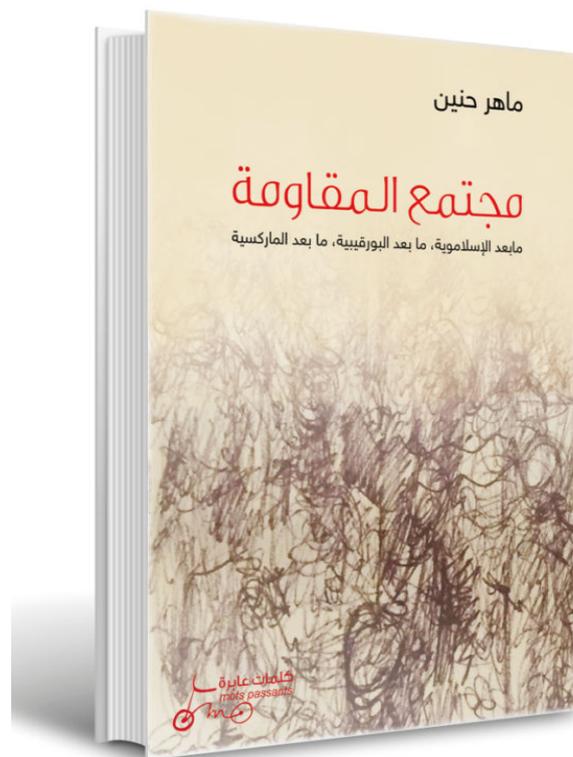
démocratique pérenne de l'État tunisien. D'abord, en inscrivant l'islamisme plutôt dans l'entreprise historique de la modernité que dans une fantasmagorie millénariste, ce chapitre pose trois conditions à l'avènement d'un « post-islamisme » : l'adoption du répertoire réformiste tunisien et arabe de la fin du XIX^e et du XX^e siècle, l'inscription de ce mouvement dans la « laïcité tranquille » de la société tunisienne et la réconciliation avec l'idée du relativisme et d'ouverture aux autres peuples et cultures du monde. Quant à la pensée « bourguibiste », l'auteur pose trois conditions pour la dépasser. Ainsi, il s'agit de substituer l'État des institutions à une conception autocratique du pouvoir (*ibid.*, 250) et la figure du citoyen à la figure du sujet (*ibid.*, 252), tout en mettant fin au contrôle et à l'instrumentation politiques de la religion au nom du « modernisme » étatiste (*ibid.*, 256). Enfin, critiquant le marxisme positiviste et économiciste qui prévalait dans les expériences du « socialisme réel », notamment soviétique, l'auteur fait le plaidoyer d'une pensée marxiste critique, historiciste et humaniste, dans le sillage notamment, de l'école de Francfort et de penseurs communistes hétérodoxes tels que Antonio Gramsci, revendiqué en Tunisie notamment par Baccar Gherib ¹. L'on comprendra ainsi son message adressé à l'extrême gauche tunisienne, inspirée depuis longtemps par une conception souvent orthodoxe de la lutte des classes et du rôle du prolétariat dans l'histoire. À cette gauche-là, Maher Hanin propose un triple dépassement qui

1. GHERIB Baccar, 2017, *Penser la transition avec Gramsci. Tunisie (2011-2014)*, Tunis, Éditions Diwen.

s'articule autour de la protection de l'État et de sa construction démocratique, « l'enracinement anthropologique des valeurs de citoyenneté » (*ibid.*, 269) et l'invocation du droit à produire la richesse et à sa juste redistribution (*ibid.*, 271).

En définitive, *La société de résistance* est un plaidoyer de ce que la transition politique tunisienne recèle de plus démocratique. Le livre rend hommage à cette

s'intéresse à la reconfiguration politique et électorale que le pays a connue depuis le dernier scrutin présidentiel de 2019. La consécration électorale de l'actuel président, Kais Saïed, sous la bannière « Le peuple veut », conforte la pertinence actuelle de ce livre. En effet, la trajectoire de politisation de ce dernier, à la faveur d'une inscription dans la scène protestataire post-2011, fait écho à ce « moment citoyen » dont parle Maher Hanin.



صدر أخيراً

effervescence de pratiques qui s'inscrivent à la marge de la politique institutionnelle, et parfois, dans l'opposition aux processus politiques « d'en-haut ». L'ouvrage souligne, à juste titre, l'empreinte du « moment 2011 », posé comme démocratique et social avant tout, sur cet univers de dynamiques dissidentes, loin d'être réductibles à la catégorie de « société civile ». Cette réflexion est d'une grande actualité si l'on

L'ouvrage ainsi construit, avec une réflexion et une ambition générales, pourrait être complété à l'avenir par des analyses qui useraient davantage du « jeu d'échelles » et qui étudieraient les nuances de ces mouvements. Ainsi, ils impliquent des tendances très contrastées, parfois même contradictoires, du point de vue du rapport à l'État, de la filiation philosophique et idéologique et des modes d'action. L'ensemble

des pratiques décrites par Maher Hanin procède d'une sélection dessinant les contours d'une « bonne société civile », imputable au caractère doublement intellectuel et militant de son livre. Comme le soulignent Amin Allal et Vincent Geisser, il existe « une certaine continuité en termes de représentation légitime de la “ bonne société civile ” entre la période autoritaire et la période post-Ben Ali »², qui produit, en miroir, « ses propres altérités inassimilables et irréconciliables »³. En effet, si la « société de résistance » de l'auteur est loin de correspondre entièrement à la « bonne société civile », érigée sur les valeurs de consensus et de stabilité, elle n'en produit pas moins, de manière plus ou moins explicite, ses propres « exclus ». L'encadrement axiologique et normatif des pratiques dissidentes qui traverse tout le livre occulte, inévitablement, d'autres tendances politiques, notamment de l'islam politique (souvent fondues derrière le vocable de « salafistes »). Plusieurs de ces groupes, pourtant très actifs dans le pays pendant la première période transitionnelle, ne sont pas pris en compte, sûrement par choix politique. Le livre pose une autre représentation légitime de la société civile, excluant des tendances qui se revendiquent de conceptions violentes des manières de faire la politique, du projet démocratique défendu. Or, il semble que c'est bien le « processus de pacification des rapports sociopolitiques caractérisant la société tunisienne

2. ALLAL Amin, GEISSER Vincent, 2018, *Tunisie : une démocratisation au-dessus de tout soupçon ?*, Paris, CNRS Éditions, 28.

3. *Ibid.*, 32.

post-Ben Ali »⁴, auquel l'auteur renvoie dans le premier chapitre, qui justifie la mise à l'écart de tels groupes de cette « bonne société civile » revendiquée dans le livre.

Deuxième point de discussion, cette « société de résistance », bien que se trouvant assurément



en dehors des sphères du pouvoir politique et économique, est prise dans des interactions avec ces mêmes sphères, donnant à voir des dynamiques hétéronomes. En effet, la plupart des mouvements protestataires, associatifs et syndicaux évoqués dans ce livre, évoluent sur des scènes produites par des instances plurielles qui leur sont extérieures. Par exemple, les « campagnes protestataires », telles que « *Manich Msameh* », sont souvent le théâtre de jeux d'influence des partis de l'opposition parlementaire, de la centrale syndicale, du syndicalisme étudiant de gauche

4. *Ibid.*, p.32.

et des ONGs de « surveillance démocratique » nées après 2011⁵. De telles dynamiques révèlent la coexistence, parfois conflictuelle, de conceptions différenciées et contradictoires de la politique et d'intérêts sociaux et symboliques divergents, tout en se prêtant à des opérations de manipulation de sens par les différents acteurs impliqués. Par ailleurs, la scène artistique alternative est de plus en plus investie par des logiques de « cooptation » et de récupération des artistes « par le haut ». Notons que beaucoup de ceux qui ont été des figures artistiques de résistance à l'ordre établi pendant les premières années post-2011, notamment sur la scène hip-hop, se sont par la suite tournés vers les sphères plus « conformistes » de la production musicale. Aussi, les contours de la société de résistance invoquée par l'auteur sont changeants, et dépendent largement des interactions, luttes et transactions entre ses acteurs et les instances de pouvoir partisan, parlementaire, syndical et médiatique.

Enfin, la question de l'horizontalité de ces mouvements, soulignée dans l'ouvrage, nous semble mériter d'être doublement approfondie. D'abord, une analyse à l'échelle micro de ces collectifs permet de relativiser le constat du caractère tendanciellement « horizontaliste » de ces mobilisations. Ainsi, bien qu'elles

5. BEN MAMI Riadh Amine, *Construire la démocratie et reconstruire la société civile. Les associations de « surveillance démocratique » en Tunisie*, thèse de doctorat en science politique, sous la direction de É. Gobe, J. Siméant, Aix-Marseille Université ; BELHADJ Aymen, *Rapports au politique et formes de participation des jeunes au processus révolutionnaire et à la transition en Tunisie*, thèse de doctorat en sociologie, sous la direction de A. Gana, Paris 1.

soient dénuées des chaînes de « commandement classique », ces expériences sont le théâtre de la reproduction des hiérarchies de genre ⁶ et d'une stratification à l'aune des capitaux symboliques et politiques de leurs membres. Par ailleurs, cette propriété permet de poser le problème de la pérennité organisationnelle de ces mouvements et, pour ainsi dire, de leur récupération politique dans l'horizon démocratique et progressiste défendu par le livre. L'on s'interrogera alors avec l'auteur sur les potentialités de construction politique que cette effervescence autorise à envisager, à l'aune d'un paysage où il est difficile d'ignorer la déroute de la gauche radicale partisane, annoncée depuis les défections en série de beaucoup de ses militant-e-s entre 2013 et 2014 ⁷. Là où Maher Hanin plaide pour le « réseautage » de ces mouvements horizontaux, l'on soulignera en revanche, avec lui d'ailleurs, leur incapacité à s'inscrire dans la durée en dépit des tentatives réelles, dont la coordination des mouvements sociaux créée en 2016 est la parfaite illustration. Néanmoins, au moment de l'effondrement spectaculaire de la gauche partisane, cette question se pose avec d'autant plus d'insistance que les expériences militantes éphémères et « fluides », telles que les campagnes circonstanciées dont « *Fech Nestanneu* » (Qu'est-

ce qu'on attend ?) en janvier 2018, ou encore « *Basta* » en janvier 2019, s'essoufflent de plus en plus depuis au moins deux ans. Comment rendre compte sociologiquement de cet essoufflement ? La sociologie du militantisme peut aider à éclairer cette question, à l'instar de ce que l'analyse précitée de Choukri Hmed a pu apporter sur les sorties en cascade des jeunes militant-e-s de la gauche radicale lors de la période tumultueuse qui a donné lieu à l'expérience du « dialogue national » ⁸. En effet, s'il est aujourd'hui admis que ces défections sont largement tributaires de l'autoritarisme partisan, il semble difficile et contre-intuitif de mobiliser la même explication pour des expériences réputées « horizontalistes ». Pour autant, deux aspects permettent de justifier leur analyse à l'aune d'une sociologie fine et interactionniste des (dés)engagements militants. D'une part, les membres de ces collectifs ont, pour partie, connu des expériences militantes antérieures, souvent dans ces mêmes partis de la gauche marxiste et/ou panarabiste. D'autre part, ces collectifs connaissent également des phases de recrutement important et des périodes de reflux et de désengagement de leurs membres, notamment face à l'intensification de la répression

policrière et la hausse conséquente du coût de l'engagement. Dès lors, poser la question de la durabilité de ces expériences de résistance collective est conditionné par la prise en compte simultanée de l'organisation interne de l'activité militante et de ses interactions complexes avec son environnement politique. Ainsi, une compréhension fine des logiques d'affiliation et d'*exit* dans les collectifs circonstanciés évoqués par Hanin, les rétributions matérielles et symboliques ⁹ qu'ils produisent, les trajectoires militantes et biographiques, les (multi)positionnements et les devenir de ses membres, permettraient de mieux éclairer le problème de la capture politique et organisationnelle de ces expériences éphémères.

En définitive, avec ce passionnant essai, l'auteur confirme son infatigable inscription dans une réflexion profonde et large sur la question démocratique en Tunisie. Synthétisant les deux figures de militant et de chercheur, il incarne à la fois l'espoir optimiste en un avenir politique meilleur, et l'analyse politique sociologiquement et philosophiquement avertie. Maher Hanin rappelle la vocation citoyenne de l'intellectuel-le et de la recherche, dont on salue les potentialités d'action politique.

6. BARRIÈRES Sarah, KRÉFA Abir, 2018, « Des rapports de genre inchangés ? Enquête sur le mouvement pour le droit au travail dans la région de Kasserine », in A. Allal, V. Geisser (dir.), *Tunisie : une démocratisation au-dessus de tout soupçon ?*, Paris, CNRS Éditions.

7. HMED Choukri, 2018, « Les déçu-e-s de l'autoritarisme partisan. Engagement et désengagement dans les organisations de la gauche radicale après 2011 », in A. Allal, V. Geisser (dir.), *Tunisie : une démocratisation au-dessus de tout soupçon ?*, Paris, CNRS Éditions.

8. Suite à l'assassinat des deux *leaders* de gauche Choukri Belaïd, le 6 février 2013 et Mohamed Brahmi, le 25 juillet de la même année, plusieurs partis politiques de l'opposition au gouvernement de la Troïka revendiquent la dissolution de l'Assemblée Nationale Constituante (ANC) et le départ du gouvernement de Ali Laarayedh. Après la médiation de ce qui a été appelé « le quartet » du dialogue national, les négociations aboutissent à un compromis. L'ANC est maintenue, mais le gouvernement Laarayedh est remplacé par un gouvernement de « technocrates » et la Constitution est votée le 27 janvier 2014.

9. GAXIE Daniel, 2005, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, vol. 1, n° 11, 157-188.